

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3, rue Paul Guiton, 74 000 Annecy

Annecy, le 7 mai 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 9 avril 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EXCOFFIER RECYCLAGE**

70 route du Stade  
74 350 Villy-Le-Pelloux

Références : 20250409-RAP-Bon-en-Chablais-Excoffier-Inspection  
Code AIOT : 0006104561

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 9 avril 2025 dans l'établissement EXCOFFIER RECYCLAGE implanté 181 rue de Courchamp 74 890 Bons-en-Chablais. L'inspection a été annoncée le 20/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques : <https://www.georisques.gouv.fr/>.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EXCOFFIER RECYCLAGE
- 181 rue de Courchamp 74890 Bons-en-Chablais
- Code AIOT : 0006104561
- Régime : Autorisation
- Non Seveso, non IED.

La société EXCOFFIER RECYCLAGE exploite sur la commune de Bon-en-Chablais, un établissement spécialisé dans le tri, transit, regroupement et traitement de déchets non dangereux et dangereux. Les installations sont réglementées par arrêté préfectoral du 8 septembre 2009, modifié par arrêté préfectoral du 17 octobre 2013.

La visite d'inspection a porté sur la situation administrative du site, les effluents liquides et sur les moyens de lutte contre l'incendie.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Volume des activités
- Effluents liquides
- moyens de lutte contre l'incendie

#### **2) Constats**

**2-1) Introduction** – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions

qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle, sa référence réglementaire et la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats** – Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations exhaustives pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Fiches de constats faisant l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Suites proposées	Délais proposés
1	situation administrative	Arrêté Préfectoral du 17/10/2013, art. 1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Conditions de rejet des effluents	Arrêté Préfectoral du 08/09/2009, art.2.3.1		1 mois
4	entretien séparateur et contrôle des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 08/09/2009, art. 2.4.2		
6	Dispositif de désenfumage	Arrêté Préfectoral du 08/09/2009, art. 7.2.2		

**Fiches de constats ne faisant pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	VLE effluents liquides	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17
5	moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
7	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 08/09/2009, article 7.4.5
8	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats** – Nous demandons à l'exploitant de réaliser les actions correctives suivantes :

- transmettre sous un délai de 3 mois, un dossier de demande d'augmentation des flux annuels des déchets relevant des rubriques 2714 et 2716, en précisant les enjeux et en évaluant l'acceptabilité de l'impact environnemental et des risques de cette augmentation (augmentation des transports, risques liés aux manutentions supplémentaires, gestion des stocks...).
- stopper sans délai le nettoyage des engins du site. Dans l'hypothèse où il souhaiterait reprendre cette activité, il lui appartiendrait de proposer une solution comprenant un traitement et un exutoire de rejet, accompagnée des justificatifs concernant son acceptabilité environnementale. Cette solution devra être validée par l'inspection des installations classées avant toute reprise du lavage des engins.
- Réaliser sous un mois l'entretien de l'ensemble des dispositifs de traitement eaux pluviales du site non entretenus en 2024 et transmettre sous le même délai les documents en attestant,
- nettoyer sous un mois la grille qui collecte les eaux pluviales susceptibles d'être polluées au niveau de l'aire de distribution de carburant et transmettre sous le même délai les documents en attestant comprenant des photos de l'ouvrage,
- confirmer sous un délai d'un mois, que les équipements du système de désenfumage en cours de réparation lors de l'inspection sont à nouveau opérationnels et transmettre les éléments justificatifs sous le même délai.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/10/2013, article 1
<b>Thème :</b> Situation administrative, Volume des activités
<b>Prescription contrôlée :</b> tableau de classement de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 17/10/2013
<p><b>Constats :</b> Les volumes et quantités de déchets présents sur le site sont conformes à ceux autorisés par l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2013.</p> <p>Tout d'abord, il a été constaté que les flux annuels réels les dépassent nettement ceux autorisés en 2013 pour les rubriques 2714 et 2716 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour la rubrique 2714, le flux autorisé est de 3 400 tonnes/an, le flux annuel effectif étant d'environ 13 250 tonnes, composés comme suit : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ carton : environ 7 000 tonnes/an ;</li> <li>◦ Bois : environ 6 000 tonnes/an ;</li> <li>◦ Plastiques : environ 250 tonnes/an ;</li> </ul> </li> <li>• pour la rubrique 2716, le flux autorisé est de 3 000 tonnes/an, le flux annuel effectif étant d'environ 13 200 tonnes/an. Précisons que ce flux inclut, pour 4000 tonnes par an environ, des déchets qui transitent temporairement sur le site, jusqu'à réouverture du centre de tri de Chêne-en-Semine.</li> </ul> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé que les impacts de cette augmentation étaient faibles compte tenu de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'implantation de l'établissement en zone industrielle,</li> <li>• la réduction des volumes et donc des transports grâce à l'utilisation d'une presse à balles.</li> </ul>

Pour les déchets de verre visés par la rubrique 2715, le flux réel de 12 200 tonnes/an respecte le flux autorisé de 18 000 tonnes/an.

Nous avons examiné le niveau d'activité des installations et activités classées sur le site :

Rubrique Régime	Activité	Niveau autorisé sur le site	Niveau constaté lors de l'inspection
2714-1 E	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	<ul style="list-style-type: none"> <li>plastiques 200m<sup>3</sup></li> <li>papiers/cartons 500 m<sup>3</sup></li> <li>bois 400m<sup>3</sup></li> </ul> Total : 1 100 m <sup>3</sup> Flux annuel : 3400 tonnes	<ul style="list-style-type: none"> <li>plastiques 180 m<sup>3</sup></li> <li>papiers/cartons 450 m<sup>3</sup></li> <li>bois 450 m<sup>3</sup></li> </ul> Total : 1 080 m <sup>3</sup> Flux annuel : 13 250 tonnes
2715 D	Installation de transit, regroupement, tri de déchets de verre.	<ul style="list-style-type: none"> <li>650 m<sup>3</sup></li> </ul> Flux annuel : 18000 t	<ul style="list-style-type: none"> <li>540 m<sup>3</sup></li> </ul> Flux annuel : 1220 t
2716-1 E	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714 et 2715, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur à 1 000 m <sup>3</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>DND en mélange : 850 m<sup>3</sup></li> <li>déchets verts : 100 m<sup>3</sup></li> <li>plâtre : 150 m<sup>3</sup></li> </ul> Total : 1 100 m <sup>3</sup> Flux annuel : 300 tonnes	<ul style="list-style-type: none"> <li>DIB/multimatériaux : 400 m<sup>3</sup></li> <li>déchets verts : 30 m<sup>3</sup></li> <li>plâtre : 20 m<sup>3</sup></li> </ul> Total : 450 m <sup>3</sup> Flux annuel : 3220 tonnes
2718-1 A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2717, la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à une tonne.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Batteries : 30 tonnes</li> </ul> Flux annuel : 100 tonnes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Batteries : 1 tonne</li> </ul> Flux annuel : 25 tonnes

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :** Nous demandons à l'exploitant de transmettre sous un délai de 3 mois, un dossier de demande d'augmentation des flux annuels des déchets relevant des rubriques 2714 et 2716, en précisant les enjeux et en évaluant l'acceptabilité de l'impact environnemental et des risques de cette augmentation (augmentation des transports, risques liés aux manutentions supplémentaires, gestion des stocks...).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

## N° 2 : Conditions de rejet des effluents

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/09/2009, article 2.3.1

**Thème :** Risques chroniques, Rejets effluents liquides

**Prescription contrôlée :**

**2-3-1 Les eaux pluviales** – Les eaux de toitures sont directement dirigées vers le ruisseau du Grand Vire sans transiter par les systèmes déshuileurs. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées transitent par quatre systèmes déshuileurs répartis sur le site avant de rejoindre également le ruisseau du Grand Vire.

**2-3-2 Les eaux domestiques** – Les eaux domestiques sont directement dirigées vers le réseau de collecte dédié.



**2-3-3 Les eaux industrielles** – Cet article précise, notamment, qu'aucun lavage de véhicules n'est autorisé sur le site.

Précisons que le site est équipé d'une aire de lavage qui semble ne plus être utilisée depuis un certain temps. D'après le dossier de demande d'autorisation de juin 2008 les effluents de cette aire de lavage sont dirigés vers la station d'épuration urbaine. Ce point est à confirmer.

**Constats** : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées du site sont collectées et transitent par 4 dispositifs déshuileurs distincts, avant rejet dans le réseau communal d'eaux pluviales, lequel se déverse dans le milieu naturel constitué par le ruisseau « Le Grand Vire ».

Les eaux usées domestiques sont quant à elles dirigées vers un réseau d'eaux usées qui acheminent les effluents vers la station d'épuration du Bas Chablais, située à Douvaine.

Par ailleurs, le site est équipé d'une aire de lavage qui n'est plus utilisée. Le dossier de demande d'autorisation de juin 2008 précise que les effluents de cette aire de lavage sont dirigés vers la station d'épuration urbaine susvisée. En revanche, il a été constaté que l'exploitant effectuait du nettoyage à haute pression d'engins du site à l'avant du bâtiment principal, sur une aire de lavage non formalisée. Les effluents ruissellent, sans traitement, en suivant la pente de la voirie jusqu'à un fossé en limite de propriété du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat** : Nous demandons à l'exploitant de stopper sans délai le nettoyage des engins du site. Dans l'hypothèse où il souhaiterait reprendre cette activité, il lui appartiendrait de proposer une solution comprenant un traitement et un exutoire de rejet, accompagnée des justificatifs concernant son acceptabilité environnementale. Cette solution devra être validée par l'inspection des installations classées avant toute reprise du lavage des engins.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande d'action corrective

#### N° 3 : Valeurs limites d'émissions des effluents liquides

**Référence réglementaire** : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17

**Thème** : Risques chroniques, Rejets liquides, VLE

**Prescription contrôlée** : **VLE pour rejet dans le milieu naturel** – L'article fixe les limites de rejet des effluents liquides (non reproduites dans le présent rapport).

**Constats** : L'exploitant a transmis un résultat d'analyses du 18 décembre 2024 réalisé par SAVOIE LABO. Le prélèvement a été effectué au niveau du regard nommé « Regard piste cyclable aval » par lequel converge l'ensemble des eaux pluviales du site susceptibles d'être polluées.

Les résultats sont conformes aux valeurs limites d'émissions fixées par l'article 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 et n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées** : Sans suite

#### N° 4 : entretien séparateur et contrôle des effluents liquides

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 08/09/2009, article 2.4.2

**Thème** : Risques chroniques, Contrôle des effluents liquides et entretien des dispositifs de traitement

**Prescription contrôlée** : Cet article prescrit l'entretien régulier des ouvrages de traitement et la réalisation d'un contrôle périodique annuel des effluents en sortie de ces derniers.

**Constats** : L'exploitant a présenté un justificatif de curage du 31 mai 2024 réalisé par la société

ORTEC ENVIRONNEMENT. Ce justificatif concerne l'entretien d'un séparateur décanteur et du curage du réseau eaux pluviales. Il semble donc que 3 des 4 dispositifs de traitement des eaux pluviales du site n'ont pas fait l'objet d'un entretien annuel.

En outre, il a été constaté qu'une grille d'eaux pluviales située au niveau de l'aire de distribution de carburant était obstruée par des sédiments et qu'elle ne permettait plus de collecter et de diriger l'intégralité des effluents vers le séparateur à hydrocarbures de cette zone.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :** Nous demandons à l'exploitant sous un délai d'un mois, de :

- réaliser l'entretien de l'ensemble des dispositifs de traitement eaux pluviales du site,
- nettoyer la grille qui collecte les eaux pluviales susceptibles d'être polluées au niveau de l'aire de distribution de carburant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 5 : moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 (Arrêté du 22 décembre 2023, article 2 4° a et b et 5°)

**Thème :** Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée : Moyens de lutte contre l'incendie –** L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.<sup>3</sup>
- Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :
  1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;
  2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.  
Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.  
Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;
- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le rapport de contrôle de la société SECURIPRO du 6 février 2025 qui porte sur la vérification des 59 extincteurs du site, des 3 RIA, des dispositifs d'éclairage de sécurité et des systèmes de désenfumage du bâtiment de stockage des déchets.</p> <p>Concernant les besoins en eau d'extinction incendie, l'exploitant a présenté un document D9 de 2023 qui évalue les besoins en eau nécessaire en cas d'incendie pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le bâtiment réception matières + atelier + locaux + presse : 420 m<sup>3</sup>/h</li> <li>les stockages extérieurs : 150 m<sup>3</sup>/h</li> <li>le bâtiment DIB : 60 m<sup>3</sup>/h</li> </ul> <p>L'exploitant recense la présence des moyens disponibles suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>un poteau incendie à moins de 50 m du portail du site, de débit de 75 m<sup>3</sup>/h,</li> <li>un poteau incendie à moins de 100 m du portail du site, de débit de 71 m<sup>3</sup>/h, rue des Bracots,</li> <li>un poteau incendie avenue Fully, à environ 100 mètres du site, délivrant un débit de 118 m<sup>3</sup>/h,</li> <li>une réserve d'eau de 330 m<sup>3</sup>, commune à la zone d'activité, situés à moins de 100 m du site,</li> <li>une réserve d'eau de 80 m<sup>3</sup> qui serait située dans la zone d'activités, à confirmer.</li> </ul> <p>L'ensemble des moyens disponibles apparaissent suffisants par rapport aux besoins en eau, évalués par l'exploitant, sans prendre en compte la présence potentielle de la réserve d'eau de 80 m<sup>3</sup>/h.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Dispositif de désenfumage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/09/2009, article 7.2.2</p>
<p><b>Thème :</b> Risques accidentels, Système de désenfumage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Le désenfumage du hangar fermé qui abritait la chaîne de tri, aujourd'hui démantelée, existe conformément à cet article. Toutefois l'exploitant nous informe que les systèmes d'ouvertures nécessitent une remise en état pour être efficaces. Ce hangar a vocation à accueillir une presse à balles ainsi que des stockages de déchets.</p>
<p><b>Constats :</b> Le dispositif de désenfumage du bâtiment a été vérifié par la société SECURIPRO le 6 février 2025. Les réparations étaient en cours au niveau :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>d'une installation de désenfumage naturel qui n'était pas fonctionnelle le jour du contrôle,</li> <li>d'un treuil mécanique hors service.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Nous demandons à l'exploitant sous un délai d'un mois, de confirmer que les équipements identifiés ont bien été réparés, par la transmission d'un justificatif de réparation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 7 : Détection incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/09/2009, article 7.4.5</p>
<p><b>Thème :</b> Risques accidentels, Détection incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Le bâtiment principal ainsi que les aires de stockages extérieurs seront</p>

pourvus d'un système de détection incendie, qui sera relié à un centre de télésurveillance en dehors des heures normales de fonctionnement et hors présence humaine.

**Constats :** L'exploitant a précisé la mise en place des dispositions suivantes :

- réalisation d'une ronde le soir à la fermeture du site avec une caméra thermique,
- surveillance du site par caméra depuis un bureau PC sécurité, situé à Chêne-en-Semine.

En outre, l'exploitant nous a présenté la procédure intitulée « fiche de consigne agents de sécurité ». La mission décrite consiste à surveiller tous les sites Excoffier Recyclage par vidéo-surveillance pour prévenir :

- tout départ d'incendie
- toute intrusion
- tout autre évènement anormal.

L'agent de sécurité consigne tous les évènements constatés pour chaque site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Dispositifs de prévention des accidents

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1

**Thème :** Risques accidentels, Plan de défense Incendie

**Prescription contrôlée : I. Plan de défense contre l'incendie.** L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;



- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.

**Constats :** L'exploitant nous a présenté en séance son PDI mis à jour en avril 2025. Il a été constaté que ce dernier est complet et répond à la prescription. En outre, il a pu être vérifié lors de la visite d'inspection, la présence de plusieurs équipements de lutte contre l'incendie (tels que des extincteurs, RIA, commandes de désenfumage...) et que leur emplacement est cohérent avec la description faite dans le PDI.

**Type de suites proposées :** Sans suite